

## Changement de carrière... pour la carrière St-Michel!

Mémoire concernant le projet de Smart Centres  
([www.smartcentres.com/](http://www.smartcentres.com/)) à la carrière St-Michel.



(Photo de la maquette du projet de *Smart Centres*)

Par  
Michel Handfield, M.Sc. sociologie (texte et photos)  
Éditeur de Societas Criticus, revue de critique sociale et politique  
Citoyen du quartier depuis 50 ans.

Mémoire présenté à l'Office de consultation publique de Montréal  
[www.ocpm.qc.ca](http://www.ocpm.qc.ca)

Déposé le 26 mai 2008, mis en ligne le même jour

---

Societas Criticus, revue de critique sociale et politique, Vol. 10 no 3,  
Essais : [www.societascriticus.com](http://www.societascriticus.com)

## Introduction

Pourquoi un centre d'achat de plus, quand le commerce a même accès à des espaces dans les institutions de la ville? Même celui de la contrefaçon nous apprenait *Le Devoir* du samedi 17 et du dimanche 18 mai 2008! En effet :

« *La direction du métro de Montréal a loué cette semaine des espaces à de petits commerces écoulant de la marchandise contrefaite. [Pourtant] La reproduction et la vente non autorisée d'un objet protégé par le droit d'auteur est illégale au Canada.* »  
(1)

Rendu à ce point, Montréal ne manque pas de commerces. On n'est pas en rupture de stock non plus. Les magasins débordent et si quelqu'un manque de l'essentiel, ce n'est pas par manque de marchandises, mais plutôt par manque de revenus. Tout se trouve à Montréal, jusqu'à la drogue. Nous en sommes même exportateur nous apprennent les organismes spécialisés dans le domaine! (2)

## Les pénuries!

Une recherche *Google* avec « *Montréal : pénurie* » est très instructive. On n'y trouve pas de pénurie de magasins dans les 10 premières pages sorties par ce moteur de recherche. On y trouve par contre une pénurie de vocations religieuses (3); une pénurie de main-d'œuvre qualifiée en entreprise (4); une pénurie de salles de spectacles (5); et beaucoup, beaucoup, d'entrées sur la pénurie du logement à Montréal et la pénurie de main-d'œuvre spécialisée en santé, ce dans tous les corps de la profession allant de l'infirmière au médecin spécialiste en passant par les ambulanciers!

On souffre aussi de pénurie d'espace dans les hôpitaux pendant qu'on s'embourbe avec le *CHUM* au centre-ville. Alors, pourquoi pas le *CHUM* à St-Michel, dans une ex-carrière au même titre que l'*Université de Montréal* fut construite dans une ex-carrière à flanc de montagne sur le Mont-Royal? Ce serait là un projet plus intéressant pour le quartier et beaucoup plus payant qu'un centre d'achat pour *Smart Centres*, surtout que le gouvernement du Québec veut construire cet hôpital en PPP! Et, vu les problèmes du projet actuel, cette perche



serait peut être la bienvenue pour le Politique. Une façon de sortir élégamment du borbier du *CHUM* au centre-ville.

(Photo : une vue du site)

Cet espace, spectaculaire, se prêterait aussi à la culture. Pensons à du cinéma en plein air, des concerts, du théâtre, mais aussi des salles de cinémas et de spectacles plus conventionnelles. Là encore, il y aurait de quoi faire pour *Smart Centres*. Mais, pour cela il faut les moyens dirons nous. Pourtant on les a pour subventionner des entreprises qui déménagent ensuite ou qui nous menacent de le faire si on ne leur donne pas davantage de deniers publics, toujours sans garantie de leur part! Suffit de lire les pages économiques pour le voir. Il est rare par contre qu'une entreprise culturelle déménage sa production en Asie. Elle peut par contre s'y déployer, là comme ailleurs dans le monde, ce qui est fort différent. Pensons au *cirque du soleil* (6), justement situé dans le pôle de la rue Jarry. Il y aurait là un thème qui définirait l'arrondissement si l'on considère aussi le pôle culturel de Villeray.



(Photo : une vue du site)

On pourrait aussi penser à une cité de la formation professionnelle en PPP avec les industries, commerces, commissions scolaires, cégeps, et même universités, l'industrie souffrant de pénurie de main-d'œuvre répondant à leur besoin. Après la *Cité du multimédia* et le *technopole Angus* (7), on aurait « **la carrière des carrières** »! Encore là, *Smart Centres* y trouverait son compte : faire des « big box » pour vendre des télévisions 64 pouces ou des « big box » pour vendre de la formation, c'est faire des « big box » quand même.

Je ne suis pas contre *Smart Centres*, mais je crois qu'il faut davantage de vision que ce que l'on a. Remarquez que j'aime toujours mieux le projet en place qu'un dépôt, mais il y aurait mieux à faire.

On pourrait toujours réexaminer le projet de camping-caravaning, avec ajout d'hôtels par exemple, et en PPP avec le privé et le milieu. Si j'y reviens, c'est que les objections de la ville de l'époque ont en partie disparues avec le nouveau projet de *Smart Centres*. On trouvait par exemple que de 500 à 1000 caravanes c'était beaucoup pour un quartier résidentiel au niveau de la circulation, mais, là, on nous propose un stationnement de 3200 places, plus le camionnage pour les livraisons, et ça ne pose plus de problèmes! On nous

demandait aussi une sortie plus au nord et elle n'y est plus. Avec ces changements, les coûts de cet ancien projet ne seraient plus les mêmes. Et si on y ajoute de l'hôtellerie, de la restauration, des cinémas et des salles de spectacles, *Smart Centres* y trouverait certainement son compte.

Il y aurait aussi un autre projet, mais plus révolutionnaire cependant. Celui-là je l'avais déjà pensé pour un autre site il y a plus de 10 ans, mais il est toujours recyclable. Il allie commerce et santé, mais ce n'est pas un hôpital privé. Plutôt un bordel d'État, qui serait maintenant réalisable en PPP, car il faut bien suivre la mode! Voici ce que je proposais alors pour le recyclage de l'ancien *Forum de Montréal* en 1996, mais qui serait aussi réalisable pour le site de l'ex-carrière St-Michel :

*« Peut être pourrions-nous faire un «Bordel d'État», car tout comme le jeu peut être légalisé s'il est tenu dans un lieu Gouvernemental avec l'objectif honorable de remplir les coffres de l'État, on pourrait transformer le Forum en «Bordel d'État» avec le même objectif de renflouer le trésor public! Il y aurait assez de place pour faire un Club de spectacles à l'Européenne et des bordels spécialisés pour hommes, femmes, gais et lesbiennes. On étatiserait ainsi la prostitution pour aider le Québec à se sortir du trou! N'est-ce pas Charlebois qui disait qu'au Québec «tout commence par un Q et fini par un bec» dans une chanson célèbre. Si cela se fait pour le jeu, je ne vois pas pourquoi cela ne se ferait pas aussi pour le sexe. De toute façon le commerce du sexe existe déjà, alors pourquoi ne pas le mettre à contribution pour éponger le déficit?*

*Et pour se donner bonne conscience on pourrait utiliser la notoriété de ce «Bordel d'État» pour promouvoir des habitudes sexuelles plus sécuritaires. Ce Bordel aurait ainsi une mission sociale acceptable. N'est-ce pas ce que la SAQ fait quand elle prône la modération tout en cherchant à accroître ses ventes de boisson? Ce ne serait pas plus contradictoire de la part d'un «Bordel public». En fait, on pourrait même tirer profit de sa visibilité pour y centraliser au niveau de la rue, juste à côté de la boutique des souvenirs, les cliniques et les centres de prévention sur les MTS et le SIDA. » (Le texte intégral est en annexe I)*

Ce serait certainement rentable, là où ailleurs. J'espère seulement qu'on reconnaîtra mes droits sur l'idée et qu'on me versera un

pourcentage (15%) sur les profits quand on le fera, car, comme le jeu, on y viendra certainement pour combler les goussets de l'État!

### **L'emploi !**

Naturellement, on parle d'emplois. Un centre d'achat créera de l'emploi ! Mais, pas nécessairement de l'emploi très payant. À preuve :

« « Une augmentation de 6,25 % du salaire minimum, laquelle affectera pour près de 30 % des salariés du secteur du commerce de détail, aura un impact important pour nos entreprises qui doivent déjà assurer leur survie dans un environnement hautement concurrentiel » de dire Me Gaston Lafleur, président-directeur général du CQCD. » (8)

Si leur survie est menacée selon le *conseil québécois du commerce de détail* (CQCD), cela veut dire que ce marché est déjà saturé. Alors, y-a-t-il vraiment place pour un nouveau projet de cette envergure à Montréal? En fait, deux projets commerciaux d'envergure, car il y a aussi celui de Griffintown dans le Sud-ouest, pas si loin finalement, car je fréquente le *COSTCO* de ce secteur durant ma saison de vélo (30 km environs à l'aller-retour), vu qu'il est situé près d'une grande piste cyclable.

Puis, vous n'achèterez pas 8 litres de lait au lieu de 4 s'il s'ouvre une nouvelle épicerie près de chez-vous. C'est un domaine mature, plutôt stable en d'autres termes. Ainsi, si l'arrivée d'un nouveau joueur réussit, il y aura possiblement des pertes ailleurs. Un ou plusieurs autres commerces du même secteur pourront donc subir une perte et se réorganiser, soit rationaliser leurs opérations ou fermer. À long terme on ne parlera donc pas de création d'emplois, mais bien de déplacement d'emplois, peut être même de rationalisation. Par exemple, dans ce secteur, même si le chiffre d'affaire s'accroît, le profit ne suit pas nécessairement. Ainsi, dans le rapport annuel 2006 de *Loblaws* on apprend que :

« Le chiffre d'affaires de l'exercice s'est établi à 28,6 milliards de dollars comparativement à 27,6 milliards de dollars en 2005, ce qui représente une hausse de 3,7 % par rapport à celui de l'exercice précédent. [Par contre] Le bénéfice d'exploitation ajusté de la société s'est chiffré à 1,3 milliard de dollars en 2006, en comparaison de 1,6 milliard de dollars en 2005. » (9)

En d'autres domaines, il est vrai que le nouveau venu pourra profiter de la hausse de la demande sans trop affecter les anciens commerces qui ont leurs fidèles. Mais, cela n'est vrai qu'en période de croissance. En période de décroissance plusieurs fermeront. Dois-je rappeler que tous les spécialistes nous indiquent que les indicateurs pointent vers une récession en ce moment?

Puis, on n'engage pas n'importe qui. Des commerces, ça ne règle pas nécessairement les problèmes d'emplois des personnes surqualifiées. Je parle ici de ces diplômés sans emploi ou à faible employabilité. Il n'est pas dit qu'ils y trouveront du travail. Ni les personnes sous qualifiées d'ailleurs. Ce sont pourtant ces deux groupes, situés aux extrémités de la courbe normale, qui ont des difficultés d'employabilité. Je suis placé pour le savoir. Ayant une maîtrise en sociologie, l'emploi est ma bête noire. Je fais donc une revue internet à compte d'auteur et il m'arrive même de recevoir des CV. J'en ai déjà reçu un d'une fille ayant un doctorat par exemple. Moi-même, étant payé en prestige et non en argent (je suis homme au foyer), j'ai essayé à de multiples occasions de trouver un travail à temps partiel dans des commerces du secteur et on ne m'a jamais rappelé. Alors, les promesses d'emplois et d'intégration, j'y crois plus ou moins, surtout si un commerce ferme au centre Boulevard pour aller s'établir à la carrière : il va plutôt y transférer son personnel. Au mieux, il pourra engager quelques personnes de plus si sa surface s'accroît et qu'il ne peut réaménager ses plages horaires.

### **Et demain ?**

Des artères commerciales et des centres d'achat à moitié vide ou loué à des liquidateurs et à des « pan shop », ça s'est vu. Avec les fluctuations actuelles de l'économie mondiale, où on parle de plus en plus de récession, je ne gagerais pas trop sur cette croissance que l'on a connue, car elle ne sera pas continue. Alors, la ville a-t-elle un plan d'aide ou de requalification pour les espaces commerciaux qui seront affectés si la récession annoncée frappe ?

Si on donne des permis sans tenir compte des circonstances on doit au moins avoir un plan pour ramasser les pots cassés si on en est la cause. Est-ce que les centres *Boulevard*, *Forest*, *Montréal-Nord* et des *Galerias d'Anjou* vont supporter l'arrivée de ce nouveau centre commercial? Ce sont tous des centres d'achat montréalais puisqu'ils sont dans notre ville. On a des règlements de distance entre les bars, mais en a-t-on entre les centres d'achats ? A-t-on regardé ces aspects. Je me pose la question, car on m'a sondé pour savoir si je faisais des

achats locaux, et ma réponse fut que non si l'on considère St-Michel seulement. Par contre, je considère qu'aller au *Maxi* de St-Léonard, qui est à pied de chez moi, est beaucoup plus local qu'aller à la carrière St-Michel par exemple, qui est de l'autre côté du Métropolitain! Ça, c'est un mur dans le quartier.

### **Les fuites commerciales !**

Une des raisons de ce centre d'achat sont les fuites commerciales dit-on. On achète à l'extérieur paraît-il!

Moi, je croyais que ma localité était Montréal et que ça avait été réglé avec l'annexion de 1968 et confirmé avec les fusions de 2002 ! J'avais 10 ans en 68 et j'habitais St-Michel, car je suis natif d'ici. Quelle surprise de voir cette mentalité de village renaître maintenant.

Pour ma part j'ai mes habitudes de consommation et le nouveau centre ne me les fera pas changer. Un *COSTCO* m'y amènerais, mais pas un *Wal-Mart* par exemple. Je vais vous donner une idée de ce que je fais. Pour mon épicerie je vais au *COSTCO* d'Anjou en auto et de Pointe-St-Charles en vélo ; au *Maxi* de St-Léonard à pied et de Papineau en vélo ; au *Loblaw* du Parc en métro et d'Angus en vélo ou en auto. Par contre, je n'y achète pas de café, car j'ai mes fournisseurs de café en grains : *Café Rico* sur le Plateau pour le Gato Negro et le Viajero; *Café de choix*, coin Beaubien et DeLorimier, pour le maragogype; le *café du marché Atwater* pour le blue Montain ; et *Café Union*, dans Villeray, pour mes cafés plus réguliers. Mon ordinateur vient d'*Insertech Angus*, une entreprise de réinsertion sociale (10), mes jeans de *COSTCO*, car ils sont faits au Canada. Je vais très peu chez *Wal-Mart*, où qu'il soit, un peu plus chez *Zellers*. Alors, ce n'est pas un nouveau centre d'achat qui me fera nécessairement acheter ici, mais l'offre, car je considère qu'acheter à Montréal c'est acheter ici! A ce que je sache, Berlin fut divisé par un mur et ils l'ont démoli en 1989. Montréal n'est pas encore divisé par un mur alors j'en profite avant que ce ne soit le cas, car avec une telle mentalité de clocher, j'ai peur que ça arrive. Il y a déjà la clôture entre Mont-Royal et notre arrondissement alors on ne sait jamais quelle sera la suite.

Si on veut éviter les fuites commerciales, favoriser l'emploi, et créer une originalité il y a par contre une solution : un centre qui privilégie d'abord le produit local ! Les commerçants s'engagent par contrat à offrir des produits fabriqués d'abord à Montréal, ensuite au Québec, au Canada et enfin en Amérique avant tous produits qui

viendraient d'autres continents. Cela vous donnerait une signature différente de tout le reste. Un plus. Osez-vous ? Mais, si c'est pour avoir la même chose qu'ailleurs, ça donne quoi puisqu'on l'a déjà ? De toute façon, le libre-marché, où le consommateur négocie avec le vendeur, est une vue de l'esprit même au marché Jean-Talon! J'ai essayé de négocier mes 4 kg de miel (2 X 2kg) pour un peu moins cher le kilo que le 3kg, qui est moins cher que le 2 kg le kilo, qui lui est moins cher le 1 kg le kilo, pour me faire dire que les prix sont fixes ! Alors, imaginez négocier dans une bannière où les prix sont déterminés à Toronto, New-York ou à Bentonville. Impossible !

## **Le transport**

La question de l'accessibilité fut bien regardée par le promoteur, notamment le vélo et le transport en commun. C'est là une question importante, car si ça devient le royaume de l'automobile on n'a rien compris encore une fois. Pourrait-on aussi en profiter pour désenclaver certains secteurs du quartier ? La ville pourrait prolonger la rue qui traversera le site vers le nord et faire un viaduc pour sortir de l'autre côté de la carrière. De cette façon l'autobus qui partirait du métro St-Michel pourrait alors aller vers la rue Charland en passant par le site. On pourrait toujours m'objecter les coûts, mais si cette sortie était importante pour le projet de camping elle l'est tout autant pour ce centre d'achat et les citoyens du nord du quartier. Si le promoteur a des devoirs à faire, la ville pourrait aussi en profiter pour répondre à cette demande majeure du quartier qui a une certaine historicité. S'en serait l'occasion rêvée.

Dans le but de favoriser une réduction de l'automobile, ce centre d'achat nouveau genre, comme on nous le dépeint, pourrait offrir un service de livraison pour objets lourds et volumineux, ce qui ferait de l'automobile un accessoire moins nécessaire à l'expérience de magasinage. Vous pourriez par exemple faire livrer votre ordinateur et votre écran géant par *Smart Centres* dans un beau « truck » vert ! Une façon de faire différent et environnemental. (Vous trouverez un éditorial que j'ai déjà écrit sur le sujet en annexe II)

Enfin, une autre suggestion pour la ville de Montréal, celle-là pour la voie cyclable. La piste St-Zotique est reliée à la piste Rachel par la 16<sup>e</sup> avenue. Vous pourriez facilement poursuivre ce lignage jusqu'à Bélair et prendre la 17<sup>e</sup> avenue jusqu'au site, puisqu'il y a des lumières ou des arrêts à toutes les grandes intersections sur cette rue, cela relierait donc le site à deux accès cyclables importants au Sud. Pour le nord, vous pourriez lier le site à la piste Miron vers l'est et, de



là, relier le site Miron à la piste Gouin par la rue de Lille. Vous désenclaveriez ainsi tout un secteur par voies cyclables. Tant qu'à faire des travaux, aussi bien lier ce qui existe déjà.

## Conclusion

Finalement, j'ai l'impression que le projet de camping-caravaning, auquel je m'intéresse depuis longtemps (voir le texte en annexe III), a permis à la ville de voir la valeur de cet espace. Les personnes qui ont participé à promouvoir ce projet ont ainsi servi les intérêts commerciaux de la ville en attirant l'attention sur cet espace et en faisant les premières études de faisabilités. La ville devrait au moins les remercier pour leur contribution, car ce sont eux qui ont montré que ce trou avait une valeur commerciale et qu'une carrière désaffectée pouvait servir à autre chose qu'à mettre des déchets. Les visionnaires, c'étaient eux.

Quant au projet sur la table, c'est sûr que c'est mieux qu'un dépôt. Mais, il faut davantage que de copier l'offre commerciale que l'on a déjà en surnombre pour qu'il soit réellement intéressant.

## Notes :

1. Stéphane Baillargeon, Métro, boulot, faux, Le Devoir, Édition du samedi 17 et du dimanche 18 mai 2008 : [www.ledevoir.com/2008/05/17/190141.html](http://www.ledevoir.com/2008/05/17/190141.html)

2. « Selon le Comité permanent de lutte aux drogues du Québec, Montréal est encore, avec Toronto et Vancouver, l'un des trois principaux points d'entrée de l'héroïne et de la cocaïne destinés à être consommés au Canada ainsi que l'un des premiers points de transit pour les stupéfiants destinés aux États-Unis. Les représentants des corps policiers affirment que le Québec est devenu une plaque tournante du trafic, qui demeure intense. Les données de la Gendarmerie royale du Canada, de la Sûreté du Québec et du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal au sujet des saisies de drogues nous indiquent que les organisations criminelles sont certainement très actives au Canada et que le Québec n'y échappe pas. Contrairement à l'héroïne et à la cocaïne qui nous viennent d'ailleurs, les drogues de synthèse, le LSD et le PCP surtout, sont souvent produites ici même dans des laboratoires clandestins. C'est au Québec qu'on connaît le trafic le plus intense de PCP, produit que l'on retrouve sur la rue à un niveau de pureté très élevé. » (Résumé de Serge Chevalier, I. Laurin, 1999, *La toxicomanie à Montréal-Centre*.)

Faits et méfaits sur [www.santepub-mtl.qc.ca/Publication/stat/toxicomanie.html](http://www.santepub-mtl.qc.ca/Publication/stat/toxicomanie.html))

3. « Puis, arrive une constatation douloureuse : le «renouveau» ne répond pas à toutes les attentes. Le «ouvrez grand les portes» semble avoir préparé la voie à la sortie de nombreuses compagnes engagées à la suite du Christ. Le vide causé par les départs n'est pas comblé par les entrées de jeunes. Décidément, l'avenir des communautés semble compromis par la pénurie des vocations. De plus, en ce temps de sécularisation et de laïcisation qu'est le nôtre, certains se demandent si les communautés religieuses ont encore un sens; la société peut se passer de leurs services, leurs oeuvres peuvent disparaître et tout fonctionne quand même. Alors, un doute peut s'infiltrer parmi les soeurs : ont-elles leur raison d'être dans le monde moderne? » (En marche vers le Jubilé de l'an 2000, Textes préparés par Georgette Desjardins, r.h.s.j. (Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph) : <http://personal.nbnet.nb.ca/rhsjnda/Page63.html>)

4. Montréal, le 13 mars 2007, « Plus de 30 000 postes sont vacants au Québec », Fédération Canadienne de l'Entreprise Indépendante : [www.fcei.ca/quebec/pdf/com\\_postes\\_vacants\\_20070313.pdf](http://www.fcei.ca/quebec/pdf/com_postes_vacants_20070313.pdf)

5. « Montréal n'a jamais compté autant de petites salles de spectacles. Mais le peu de salles disponibles pouvant accueillir plus de 1000 spectateurs est un problème réel pour les créateurs et les diffuseurs. Nous en avons discuté avec des producteurs et acteurs importants du milieu du spectacle montréalais. » (Alain De Repentigny Y A-T-IL PÉNURIE DE SALLES À MONTRÉAL?, La Presse, 20 janvier 2007, trouvé sur le site de *Le castel nouvelles* : [http://news.lecastel.org/articles/lapresse\\_20janvier2007.html](http://news.lecastel.org/articles/lapresse_20janvier2007.html))

6. [www.cirquedusoleil.com/](http://www.cirquedusoleil.com/)

7. [www.technopoleangus.com/fr/angus/](http://www.technopoleangus.com/fr/angus/)

8. COMMUNIQUÉ DE PRESSE du Conseil québécois du commerce de détail : *L'augmentation du salaire minimum : une grosse bouchée pour les détaillants.* [www.cqcd.org/pdf-2008/071213-Communique-salaire-minimum%20\\_Fr.pdf](http://www.cqcd.org/pdf-2008/071213-Communique-salaire-minimum%20_Fr.pdf)

9. Rapport d'exploitation 2006 : [www.loblaw.ca/fr/lcl\\_ar06f/bus\\_report1.html](http://www.loblaw.ca/fr/lcl_ar06f/bus_report1.html)

10. [www.insertech.qc.ca/](http://www.insertech.qc.ca/)

## Les Annexes

### I. Bordel d'État

Michel Handfield, citoyen

(Paru dans le VOIR, Montréal, 26 septembre au 2 octobre 1996, p. 11)

Suite au mécontentement face au projet de transformer l'ex-Forum de Montréal en complexe de cinémas on est en droit de s'interroger sur les solutions possibles. Tous s'entendent pour dire qu'il faut quelque chose qui crée un achalandage dans le secteur -- donc ni des résidences ni un parc de stationnement.

Par contre on ne veut pas de nouveaux cinémas ni de nouveaux commerces, car ils seront en concurrence avec ceux existants. Cela menacerait la survie de la rue Sainte-Catherine en diluant l'achalandage de la clientèle. Que reste-t-il à faire de ce site si on ne veut ni résidences, ni nouveaux commerces, ni cinémas?

Peut être pourrions-nous faire un «Bordel d'État», car tout comme le jeu peut être légalisé s'il est tenu dans un lieu Gouvernemental avec l'objectif honorable de remplir les coffres de l'État, on pourrait transformer le Forum en «Bordel d'État» avec le même objectif de renflouer le trésor public! Il y aurait assez de place pour faire un Club de spectacles à l'Européenne et des bordels spécialisés pour hommes, femmes, gais et lesbiennes. On étatiserait ainsi la prostitution pour aider le Québec à se sortir du trou! N'est-ce pas Charlebois qui disait qu'au Québec «tout commence par un Q et fini par un bec» dans une chanson célèbre. Si cela se fait pour le jeu, je ne vois pas pourquoi cela ne se ferait pas aussi pour le sexe. De toute façon le commerce du sexe existe déjà, alors pourquoi ne pas le mettre à contribution pour éponger le déficit?

Et pour se donner bonne conscience on pourrait utiliser la notoriété de ce «Bordel d'État» pour promouvoir des habitudes sexuelles plus sécuritaires. Ce Bordel aurait ainsi une mission sociale acceptable. N'est-ce pas ce que la SAQ fait quand elle prône la modération tout en cherchant à accroître ses ventes de boisson? Ce ne serait pas plus contradictoire de la part d'un «Bordel public». En fait, on pourrait même tirer profit de sa visibilité pour y centraliser au niveau de la rue, juste à côté de la boutique des souvenirs, les cliniques et les centres de prévention sur les MTS et le SIDA.

Ainsi on résoudrait cet épineux problème du Forum tout en contribuant à éponger le déficit et à revitaliser ce secteur qui en a bien besoin. Un «Bordel d'État» pour sortir le Québec du trou, n'est-ce pas là une bonne idée?

## **II. Changements pour l'environnement!**

(Societas Criticus, revue de critique sociale et politique, 10/2, Éditos)

Michel Handfield

12 avril 2008

Il ne se passe pas une semaine sans nouvelles sur la santé et l'environnement. Alors, si on doit faire de grands gestes, on doit aussi en faire de plus petits, mais à grande échelle. La déduction fiscale pour la carte autobus-métro en est un. Des déductions pour l'achat d'un vélo en seraient un autre, tant en terme de réduction des gaz à effet de serre que de promotion de la santé. (1) Mais, cela ne doit pas concerner que l'État. Les entreprises doivent aussi faire leur part. Pourquoi pas le stationnement payant et la livraison gratuite sur présentation de notre carte de transport en commun ou d'une preuve que nous ne sommes pas en automobile. Une façon simple d'en réduire l'usage.

Au lieu de subventionner une entreprise comme Bombardier pour des raisons aussi futiles que les variations des taux de change, l'on pourrait lier ces subventions au développement utile en matière de transport collectif. Subventionner l'implantation d'un réseau de transport interurbain sur rail pour les rives Sud et Nord de Montréal par exemple, ce qui offrirait une vitrine à *Bombardier transport* (2) et améliorerait du même coup l'offre de service pour les citoyens.

Naturellement, l'offre de transport collectif doit s'accompagner d'une diminution du transport automobile et d'entrée de nouveaux fonds pour qu'il soit le plus accessible possible. On doit donc agir à ce niveau aussi. On pourrait ainsi mettre une taxe spéciale sur tous les produits qui émettent des gaz à effet de serre, que ce soit un aérosol ou du pétrole par exemple. Mais, à la fin de l'année, on aurait droit à un crédit d'impôt représentant la consommation moyenne raisonnable par individu, par famille ou par foyer selon des modalités à déterminer. Cependant, contrairement aux crédits de TPS et de TVQ, ce crédit serait sans égard au revenu, ce qui fait qu'une famille qui émettrait un taux raisonnable de gaz à effet de serre pourrait recevoir un retour d'argent équivalent à ce qu'elle aura payé en taxe verte, peut-être

même un peu plus. Par contre, une famille qui aurait surproduit des gaz à effet de serre recevra beaucoup moins que ce qu'elle aurait payé en taxe verte. Ce pourrait être le cas d'une famille qui a une piscine chauffée au mazout et qui ne ménage pas ses déplacements en automobile par exemple. Quant à la famille qui utiliserait le vélo, la marche et le transport en commun plus que de moyenne, elle pourrait recevoir bien davantage que sa contribution. Ainsi, la surproduction de gaz à effet de serre serait punie et sa sous-production récompensée. Les villes pourraient même ajouter un permis de stationnement dont le coût serait exponentiel suivant le nombre de voitures par foyer. La première voiture pourrait être à 100\$/an, la seconde à 250\$, la troisième à 500\$ et la quatrième à 1000 \$!

Des points d'employabilités pourraient aussi être accordés en fonction de la proximité du travail et du lieu de résidence, car embaucher quelqu'un à 100 km de son lieu de travail crée davantage de gaz à effet de serre que quelqu'un qui demeure dans le même quartier que son emploi, si la personne peut faire le travail naturellement. Mais, la différence entre deux ou trois candidats n'est pas toujours assez grande pour justifier un tel éloignement. Des points de proximités devraient donc être accordés. Par contre, le candidat le plus éloigné, s'il était le premier choix, pourrait s'engager à ne pas produire davantage de gaz à effet de serre que le plus proche en s'engageant à voyager en transport en commun, à s'acheter un véhicule hybride ou électrique ou en se rapprochant du lieu de travail.

Bref, il faut user de créativité et repenser notre fiscalité, nos normes du travail, et nos programmes de subventions pour atteindre ces objectifs environnementaux dont nous nous targuons tant. On ne peut changer les choses sans bousculer quelques habitudes et quelques vaches sacrées. Cela ferait certainement quelques mécontents, mais gouverner c'est choisir et choisir ne contente jamais tout le monde!

### **Notes :**

1. Pour la santé, on pourrait déduire l'inscription à un gym ou à un centre sportif de son revenu imposable par exemple. Remarquez que dans certains territoires (pays, provinces ou régions) le gym comme le vélo sont peut-être déductibles d'impôt ou le seront un jour, selon certaines modalités naturellement, car la fiscalité est une chose complexe et différenciée d'une région à une autre. C'est aussi une chose qui change dans le temps. Comme je ne suis pas fiscaliste, c'est une question à vérifier au moment de faire votre déclaration de

revenus, même à révéifier annuellement, car en ce domaine les choses ne sont pas statiques.

2. [www.transportation.bombardier.com](http://www.transportation.bombardier.com)

### **III. Dépotoir ou camping?**

Paru dans *Le Devoir*, 14 août 1998, A 10

Montréal, le 6 août 1998

Me déplaçant à bicyclette, aujourd'hui j'ai eu à passer par la piste du parc Maisonneuve. Malheureusement, le parc est fermé aux citoyens pour deux semaines ; dixit le "jam" des scouts. Ceci m'amène à faire deux remarques.

D'abord, pourquoi ne pas partager les lieux avec les citoyens, surtout en période de vacance. Bien des montréalais n'ont que les parcs pour "espace vert" durant leurs vacances. D'ailleurs une jeune mère de famille, qui venait faire du patin à roues alignées avec ses deux enfants, était bien déçue. C'était une de leurs sorties des vacances !

Ensuite, cela indique que Montréal manque d'infrastructures pour accueillir les campeurs - scouts ou autres. Pourtant, le PARI St-Michel a un projet de transformer l'ex-carrière Francon (qui n'a pas reçu de déchet encore) en terrain de camping. Ce serait un atout pour Montréal, car on manque d'espaces de camping pour accueillir les touristes et les grands groupes comme les Scouts, les Lions ou autres qui viennent à Montréal. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le parc Maisonneuve est pris comme terrain d'accueil au détriment des citoyens. Mais la ville est lente à appuyer notre projet. Un tel événement en souligne cependant toute la pertinence.

Certains sont peut-être sceptiques face à la transformation d'une carrière en terrain de camping, pourtant cela offre un site exceptionnel, qui n'est pas à la vue, avec un panorama rocheux et faunique particulier. Certaines carrières désaffectées ont d'ailleurs été transformées en parc ou en jardin botanique, comme Butch Garden. Pourquoi pas un camping à Montréal ? On veut promouvoir l'écologie, le recyclage et le tourisme. Ce serait une bien meilleure vocation pour une carrière en milieu urbain et densément peuplé qu'un centre d'enfouissement des déchets (une "dump" quoi !) comme c'est le cas de la carrière Miron ! A St-Michel on sait quoi faire de notre carrière, et on n'attend que l'appui de la ville.

J'invite les citoyens à nous appuyer dans nos démarches pour le bien de toute la communauté montréalaise.

Michel Handfield, M.Sc.

Secrétaire du CA, PARI St-Michel (à l'époque, car je ne suis plus membre du CA)

---

Societas Criticus, revue de critique sociale et politique, Vol. 10 no 3,  
Essais : [www.societascriticus.com](http://www.societascriticus.com)